

Les Beaux-Arts aux chambres fédérales

Autor(en): **Delachaux, Théodore**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizer Kunst = Art suisse = Arte svizzera = Swiss art**

Band (Jahr): - **(1914)**

Heft 142

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-625501>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les Beaux-Arts aux Chambres fédérales.

Les récents débats au sujet de la subvention fédérale des Beaux-Arts ont fait tant de bruit dans la presse en général, que nous pouvons supposer chacun plus ou moins au courant de la question. Nous disons *plus ou moins* parce que ces débats ont été relatés dans les différents journaux de façons fort diverses et suivant le bon plaisir de chaque correspondant, aussi, ceux qui n'ont entendu qu'une cloche, se font-ils certainement une idée fautive de ces discussions. Le sujet est assez important pour le monde des artistes pour que nous reproduisions ici les comptes-rendus qui nous paraissent les plus complets, soit de journaux allemands soit de journaux français.

Quand, après ces débats aux Chambres, on a lu encore une série d'opinions de journalistes de tout poils, on se demande réellement si l'on ne sort pas d'un rêve, tant cela semble une baroque et incohérente énormité ! Et si tout cela n'avait pas pour nous en tant que symptôme général une importance très grande, on se laisserait facilement tenter de hausser les épaules en pensant : « bien faire et laisser... dire ! »

Vouloir persuader des gens tels que MM. Heer, Brügger, etc., du ridicule de leur point de vue serait évidemment peine perdue et les meilleurs arguments glissent sur leur entendement comme l'eau sur les plumes d'un canard ! Il n'y a pas de pires sourds que ceux qui ne veulent entendre ! L'évidence des statistiques des derniers salons fédéraux, dont les progrès ont été constants, les succès remportés par un grand nombre d'artistes suisses à l'étranger, la haute estime en laquelle est tenue notre peinture en général dans le milieu des amateurs qui achètent et ne se contentent pas comme beaucoup d'autres de crier et de dénigrer, tout cela n'est rien à leurs yeux (en ont-ils seulement ?). Ils sont les porte-voix (et en cela croient faire œuvre d'apôtres) de quelques-uns de nos collègues, il faut bien le dire ! mécontents de leur sort et qui pour mieux atteindre leur but ne cessent par une campagne sournoise et vile à tourner l'opinion publique contre des artistes vraiment dignes de ce nom. Il est facile, et le mérite est mince en cela, d'exploiter toutes les exagérations bonnes ou mauvaises que nous voyons surgir de plus en plus dans nos expositions.

Les âmes prudes de nos journalistes quelque peu inquiets à la vue de certaines tendances saisissent cette planche de salut avec un soupir de soulagement. Pour cacher leur incompétence artistique qui n'a d'égale que leur superbe suffisance, ils prennent le ton offensif. Disons tout de suite que les quelques rares exceptions que nous connaissons sont d'autant plus méritoires !

Il est piquant de voir tel d'entre eux qui n'avait pas de termes assez forts pour stigmatiser nos braves députés et leur incompétence absolue dans la question du Gothard, qui était pourtant une question d'économie politique, leur trouver tout à coup dans les questions d'art un bon sens à toute épreuve. Voilà paraît-il un terrain

plus solide pour ces messieurs que celui des conventions internationales ! Attendons-nous à voir paraître prochainement le *manuel de la vraie peinture suisse* dans lequel les « tendances » permises seront dûment codifiées. Les 20 motionnaires de M. Heer qui ont de l'esprit pour quatre, pourront y coucher leur credo artistique pour le repos de leur âme et conscience. Les excès seront poursuivis et la Suisse aura un art éducateur et moralisateur ! Artistes, réjouissez-vous, un temps nouveau viendra, où vous irez puiser vos inspirations à la source vive des vertus qui siègent au palais fédéral !

Le résultat immédiat et funeste de cette réaction s'est fait sentir déjà ; n'avons-nous pas vu la Commission fédérale des Beaux-Arts nommer un laïque dans le jury du prochain salon fédéral ! Voici bien 20 ans que nous luttons pour le principe des jurys de professionnels et le principe avait été adopté par la Commission fédérale elle-même. Nous sommes à bon droit étonnés de ce revirement qui ressemble par trop à une capitulation ! Et dire que c'est un laïque qui fut le dernier défenseur du jury de professionnels au sein de la Commission !

C'est donc de nouveau la porte ouverte à l'élément laïque dans les jurys de nos plus importantes expositions, et peut-être aux laïques nommés par le Conseil fédéral lui-même sans consultation de la Commission. Nous pouvons nous attendre aux pires effets de ce système primitif ; il aura son contre coup dans d'autres organisations qui s'empareront avec joie de cet heureux précédent.

Ce n'est donc plus seulement un danger ; mais un mal réel qui menace de s'étendre, si nous n'y prenons garde. Si nos députés prennent des mesures dans un but d'apaisement, ils se trompent singulièrement sur les moyens proposés et nous sommes certains qu'ils aboutiront à un résultat tout opposé.

Il est donc de notre devoir de nous préparer à lutter pour notre bon droit. Le Comité central a protesté auprès de la commission fédérale des Beaux-Arts au sujet des jurys (voir lettre page 23).

Il continuera à veiller sur nos libertés ; mais il faut aussi qu'il se sente soutenu par la société entière et nous engageons les sections à ne pas perdre de vue l'importance des débats qui viennent d'avoir lieu aux Chambres et la campagne de Presse qui l'a précédée et surtout suivie.

Notre Société, qui n'a jamais été dirigée par un esprit de tendances, malgré les insinuations que l'on a lancées de certains côtés, et qui est au contraire la seule corporation d'artistes dans laquelle toutes les tendances sont représentées, doit être unie et forte, et marcher comme un seul homme pour le bien de notre art national.

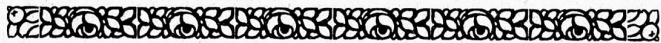
Notre moyen le plus important consiste dans le développement de nos expositions qui doivent devenir un événement artistique capital en Suisse. Nous devons développer nos ressources et rassembler les sympathies en augmentant le nombre de nos membres passifs dont l'appui nous est précieux. Espérons aussi que les sections consentiront, comme l'a fait celle de Zurich, à accepter la proposition de notre trésorier central M. Righini, de laisser à la caisse centrale les trois quarts des cotisations de

membres passifs au lieu de la moitié seulement. Pour faire des expositions dignes de nous, il nous faut nos propres moyens financiers et nous sommes en bon chemin pour y arriver, les trois années précédentes l'ont démontré abondamment, il suffit de persévérer dans le même chemin.

Nous devons regretter aussi l'abandon du système des groupes, comme il était en usage précédemment. Il était bien fait pour montrer l'importance de notre société et nous ne sommes pas absolument convaincus par les raisons données de son impossibilité pour cette année.

Remercions en terminant les orateurs qui au Conseil des États, ont su trouver la note juste et dont les discours auraient mérité d'être entendus et écoutés ; MM. Lachenal et Robert ont mérité ce jour-là la reconnaissance des artistes.

Théodore DELACHAUX.



Au Conseil des États.

L'art et les artistes : Un discours de M. Lachenal.

Berne, le 29 janvier.

On connaît dans le monde des artistes la motion de M. Heer, conseiller aux États, et cosignataires : « Les soussignés proposent d'inviter le Conseil fédéral à faire rapport sur la question. N'y a-t-il pas lieu, pour assurer un appui plus uniforme à toutes les tendances artistiques, de procéder à la révision de l'arrêté fédéral du 22 décembre 1887 concernant l'avancement et l'encouragement des arts en Suisse ? »

Qui est un peu au courant des choses parlementaires fédérales comprend aussitôt que M. Heer voudrait punir les artistes de leurs tendances modernistes en faisant dépendre le montant de la subvention annuelle aux Beaux-Arts du genre de peinture adopté par eux. Et son argumentation à l'appui se réduit à ceci, en somme : encourager financièrement toutes les écoles, ou n'en encourager aucune, mais intervenir, parlementairement, quand les artistes rompent ouvertement avec le goût général du public, en augmentant ou en diminuant la subvention.

M. Brugger, lui non plus, n'aime pas à voir « les chevaux verts, les vaches bleues » et s'insurge contre le développement moderne de l'art, quelque nom qu'il prenne : futurisme, cubisme, ou autre. Ce n'est pas seulement, selon lui, affaire du public de protester contre l'école actuelle — d'autant que cette école risque justement de gêner le goût du public — mais c'est encore affaire de la Confédération puisqu'elle intervient par sa subvention dans le marché. Mieux vaudrait même, selon M. Brugger, biffer totalement le crédit actuel de cent mille francs que de laisser la commission des Beaux-Arts exercer des préférences fâcheuses. Quoi que l'on fasse, au surplus, la situation ne saurait être pire qu'à présent.

On vient d'entendre la note pessimiste ou, disons mieux encore, on vient de voir un tableau poussé au noir. Il appartenait à d'autres orateurs, MM. Robert, Calonder, et notamment à M. Lachenal, de remettre les choses au point.

M. Robert a pris parti pour l'éclectisme, la liberté de tout un chacun, même dans le monde des artistes. M. le conseiller fédéral Calonder a établi le point de départ entre le goût personnel, qui est une chose, et l'impartialité parlementaire, qui en est une autre. C'est-à-dire que les préférences artistiques des députés, si justifiées soient-elles, ne doivent exercer aucune influence du point de vue de la subvention accordée aux Beaux-Arts par la Confédération. Si l'on peut apporter des améliorations dans la situation, c'est en modifiant simplement l'ordonnance d'exécution relative à l'arrêté mais non pas à l'arrêté même.

M. Lachenal, dont on attendait avec intérêt l'intervention dans le débat, a parlé au nom de l'indépendance des écoles à l'égard du pouvoir législatif. On va voir que son argumentation, servie par la forme vigoureuse que l'on connaît, est, en substance, celle-ci : tel ou tel genre de peinture peut plaire ou ne pas plaire, être vanté par celui-

là, dénié par celui-ci — ce n'est pas à une assemblée parlementaire d'intervenir. Et rien n'est plus juste.

On devrait croire, a dit M. Lachenal, que les explications du représentant du Conseil fédéral ont rassuré les motionnaires ; et cependant il est aisé de voir que ceux-ci ne sont pas rassurés. Ils ne veulent pas comprendre que le crédit de 100,000 francs est employé dans un large esprit de bienveillance, qu'il sert à payer le bâtiment nouveau et mobile des expositions ; à organiser les expositions nationale et internationale ; à subventionner les musées pour l'acquisition d'œuvres d'art importantes ; à acheter des toiles ou des marbres que les cantons sont heureux de classer dans leur collection, enfin, par l'action de bourses, à aider de jeunes talents à s'affirmer. La commission fédérale des Beaux-Arts s'acquitte de sa tâche avec impartialité. On l'attaque avec apreté en oubliant qu'elle ne donne que des préavis et que pour les achats et les subventions, c'est le Conseil fédéral qui est souverain.

Les protagonistes de la motion, par leurs arguments empreints d'intolérance et de passion, fournissent la meilleure preuve du mal fondé de leurs prétentions et de leur thèse ; leurs développements conduisent normalement au rejet de la motion. Ils accusent l'art moderne d'exercer la tyrannie, mais ce sont eux qui agissent en tyrans puisqu'ils veulent proscrire ce qu'ils ne comprennent pas et ce qui ne cadre pas avec leur goût pour la peinture bien pensante. Leur point de vue, disent-ils, est celui de bons bourgeois tranquilles, que révoltent les exagérations picturales, mais ils font songer à ceux que Thiers, sous Louis-Philippe, appelait : « ces enragés de modérés ». M. Heer brandit les foudres de l'excommunication, M. Brugger ne se cantonne pas dans les forteresses, comme il semblerait naturel ; il accomplit de vigoureuses sorties offensives. Tous deux poursuivent l'hérésie et veulent anéantir les hérétiques de l'art. Quelle erreur ! Ces temps sont révolus où l'on traquait les gens pour leur imposer une certaine manière de croire et de sentir les choses de l'art et de la beauté.

Nos collègues affirment qu'il faut ou biffer le crédit des beaux-arts ou l'employer comme ils le proclament. Libre à vous, dit M. Lachenal, de retrancher cette subvention et d'infliger une punition aux artistes. Le résultat le plus clair d'une intervention si malheureuse sera de faire de la réclame à ceux que vous voulez atteindre. Le crédit affecté aux Beaux-Arts est extrêmement minime, comparé aux sommes qui, annuellement, se dépensent dans le pays pour la satisfaction du besoin esthétique. C'est une goutte d'eau seulement où s'éteignent quelques jeunes soifs.

L'idée de consacrer une part de ce crédit, à la sécession qui l'emploierait à son gré n'est pas heureuse ; au lendemain de ce jour la sécession se diviserait elle-même et nous aurions le spectacle de l'émiettement — comme pour la représentation proportionnelle en politique électorale.

Je ne puis me défendre de l'impression, ajoute l'orateur, que l'adoption de la motion est un consentement arraché à l'ingénuité artistique d'une assemblée politique. Et les critiques d'art, les savants, les représentants d'une esthétique qui n'est pas improvisée comme celle qui se donne carrière ici, auront beau jeu, dès demain, d'exercer sur le Conseil des États une ironie délicate sans doute, mais profonde et d'autant plus redoutable et à laquelle je me félicite de ne pas m'exposer. Laissons l'art se développer et suivre son évolution. La motion, au contraire, aboutit à consacrer une œuvre de réaction ; je ne puis m'y associer et je la repousse.

A M. Isler, qui s'était élevé avec violence en faveur de la motion, et de la vertu, M. Lachenal a répondu encore en s'étonnant du parti pris du député argovien qui prend l'exception pour la règle et impute à la commission des Beaux-Arts et aux adversaires de la motion, les erreurs de quelques artistes échevelés ; tel l'Anglais qui, débarquant à Calais et servi par une femme de chambre rousse, écrivait à sa digne épouse qu'en France toutes les servantes d'auberge sont rousses. Toutes les convictions honnêtes sont permises et la conscience des défenseurs de la liberté dans l'art et de l'indépendance des artistes est aussi respectable que celle des partisans de la motion.

On reconnaîtra que c'était là parler raison et que le Conseil des États eût dû accepter cette manière de voir. Le résultat n'a pas été celui que l'on attendait : Une proposition de M. Keller, à laquelle s'est rallié M. Locher, et consistant à prendre acte de la déclaration du Conseil fédéral pour rejeter la motion Heer, a réuni douze voix. A la votation définitive, la motion a été acceptée. MM. Lachenal, Robert et Cabuzzi demeurent dans la raison — qui était déjà celle de Voltaire. Il arrive que M. Tout-seul ait raison contre M. Tout-le monde.